

L'affaire Marty-Tillon¹

Décembre 1952

Les cas de [Marty](#) et de [Tillon](#) ont été officiellement posés dans le P.C.F. A la session du Comité central du 3 septembre. A la session suivante, qui s'est tenue du 5 au 7 décembre, les sanctions ont été prises. Tous deux sont renvoyés à la base, démis de tout poste responsable ; en outre, la cellule de Marty est chargée d'examiner son appartenance au Parti. L'exclusion de Marty sera chose faite quand ces lignes paraîtront, celle de Tillon reste possible dans un délai plus ou moins long. Leurs documents soumis au Bureau politique n'ont été que **lus** au Comité Central, ils ont été proclamés documents « antipartis ». Leur impression et leur diffusion seront considérées comme des ruptures de discipline.

L'affaire Marty-Tillon avait été portée dans une session où la direction du P.C.F., effrayée par les échecs de mai-juin², avait fortement infléchi son cours vers la droite. Les sanctions ont été prises dans une session où l'axe politique a été la lutte contre l'opportunisme, et le retour à la politique définie six mois plus tôt par l'article [Billoux](#)³. L'affaire Marty-Tillon ne peut être liée à telle ou telle évolution de la politique stalinienne ; c'était en fait une opération préventive de l'appareil contre des dirigeants qui exprimèrent le courant cherchant une politique révolutionnaire indépendamment du Kremlin et même contre lui.

* * *

Bien que les documents et articles publiés par la direction au cours de ces trois mois de lutte contre Marty et Tillon constituent un volumineux dossier (peut-être une dizaine de pages entières de [l'Humanité](#)) cette « discussion » où les accusés n'auraient pu s'exprimer que pour faire leur « autocritique » a révélé énormément de choses, mais à la manière stalinienne, c'est-à-dire sous la forme d'un puzzle exigeant beaucoup de patience afin de remettre les choses en place.

Il apparaît tout d'abord nettement qu'au cours de l'année 1951 commença une sérieuse crise dans la direction du P.C.F. Nous apprenons par les rapports de [Mauvais](#), le membre du B.P. chargé du rôle de procureur :

Le camarade Charles Tillon n'a pas seulement prétendu qu'une « grande opération », était montée contre lui mais que c'était là et je le cite — « une diversion au moment où le Bureau Politique était divisé » et d'ajouter ensuite qu'il y avait « deux directions »

(Rapport du 3 septembre).

Les désaccords du camarade Charles Tillon existent depuis le développement de l'activité pour la défense de la paix .

(d°)

Dans le courant de 1951, le camarade Charles Tillon qui représentait le Parti au sein du Mouvement de la Paix, avait été relevé de cette responsabilité, à la suite de ses désaccords.

(Communiqué du Secrétariat, 16 septembre).

Tous ces faits avaient amené... la décision [du B.P.] prise le 2-11-1951 de retirer à André Marty la responsabilité du travail dans la jeunesse.

(Rapport du 7 décembre)

C'est vraisemblablement au cours de cette lutte que commença la recherche de prétextes pour faire taire ou pour éliminer les opposants. A la veille de la session du 3 septembre la direction avait relevé contre Marty et Tillon comme « travail fractionnel » une réunion entre les deux accusés, et surtout une proposition de Marty à un ancien membre du C.C. de publier un « bulletin destiné aux membres du Parti pour développer une autre politique que celle de la direction » : elle posa la question devant le C.C., exigeant des accusés une « autocritique ».

Mais la discussion du rapport à cette session comporta plusieurs interventions qui révélèrent que Marty avait encouragé chez de nombreux camarades des positions différentes de celles de la direction sur toute une série de

1 Source : numéro 60 de [Quatrième Internationale](#), janvier 1953.

2 Manifestation contre la venue de [Ridgway](#) et ses suites (arrestation de [Duclos](#)...) (note de la MIA).

3 Voir l'article de Pablo : De l'affaire Billoux à l'affaire Marty-Tillon ([Quatrième Internationale](#), octobre 1952).

questions. Il semble que ce fut une révélation pour le Bureau Politique. Celui-ci étudia ces déclarations, en entendit d'autres et le 3 octobre — un mois plus tard — publia un long document qui occupait deux pages pleines de *l'Humanité* dans lequel il mettait en lumière, tout en défigurant les choses à la manière stalinienne, que deux lignes politiques s'opposaient. Les accusés étaient encore invités à faire une autocritique totale.

Toutefois, il apparut bien vite que le B.P. n'était pas satisfait des documents d'autocritique soumis par Marty et Tillon séparément. La situation se tendit. Le 24 octobre, le B.P. qualifia un texte de Marty de « *plate-forme antiparti* » et le suspendit du Bureau Politique.

Le 29, Lecœur les dénonça dans un meeting public comme « *des corps étrangers aux directions* ». Le 8 novembre, le B.P. décida de poser la question devant le C.C. aux fins de sanctions. En novembre, la principale campagne de *l'Humanité*, ce n'est ni les salaires, ni la défense des libertés démocratiques, mais la lutte contre Marty et Tillon.

Le C.C. de décembre a vu le déchaînement de la direction, en l'absence des accusés.

* * *

En septembre, Tillon était le principal accusé ; en décembre, c'est Marty qui est l'objet principal des attaques. On comprend aisément pourquoi. Tillon a peut-être été celui qui a fait la plus violente opposition au B.P., et c'est contre lui que fut engagée la bataille ; mais en dehors de ses divergences sur le Mouvement de la Paix, il n'a pas exprimé ouvertement ou en privé des divergences étendues. Il a exprimé des désaccords indirectement sur ce qui a été fait au moment de la Libération. « *On nous accuse d'avoir voulu prendre le pouvoir [le 28 mai 1952] mais si nous avions voulu, nous l'aurions pris en 1944. Nous ne l'avons pas fait pour rester fidèles aux engagements pris envers nos « alliés ».* (Discours à Drancy, Aubervilliers et Périgueux en juin 1952).

Sans aucun doute Tillon était mu par une ligne différente de celle de la direction ; pensant par lui-même, cherchant une orientation autre que celle dictée par des alliances ou des objectifs diplomatiques, il n'a pas pu « avouer » ce qu'on demandait de lui.

Pour Marty, la question est beaucoup plus claire, malgré les incertitudes qui peuvent encore subsister. La procureur Mauvais n'avait pas l'avantage de ses confrères de l'U.R.S.S. et des démocraties populaires. Il n'avait pas à sa disposition des accusés prêts « avouer » tous les crimes. Il a dressé un réquisitoire qui, un de ces jours, lui sera probablement reproché comme très maladroit par ses propres collègues du B.P.

Nous ne relèverons pas ici en détail toutes les questions sur lesquelles Marty était en divergence avec la politique de la direction dont il faisait partie⁴, Rien ne peut mieux en donner l'étendue que cet extrait du rapport de Mauvais de décembre :

Une récente lettre de la Fédération de la Corrèze confirme que devant plusieurs dirigeants de cette fédération, en avril 1949, André Marty déclara :

« Il est aujourd'hui difficile d'entraîner la classe ouvrière et notamment les ouvriers parisiens à l'action, car, par deux fois déjà, en 1936 et à la Libération, le Parti les a arrêtés dans l'action engagée. Nous les avons trompés déçus par deux fois. On ne les reprendra pas de sitôt. »

C'est une calomnie, s'empresse d'ajouter Mauvais. Si cela était vrai, la classe ouvrière serait en droit de se croire trahie par son Parti.

Après une telle appréciation fondamentale de Marty, on ne s'étonne plus d'entendre Mauvais nous apprendre que Marty était contre la politique du Front populaire, contre la remise des armes en 1945, contre la participation gouvernementale à la même époque, qu'il était opposé à la transformation des Jeunesses communistes en Union de la Jeunesse Républicaine de France, contre la politique envers la social-démocratie, qu'il était en désaccord avec les campagnes réduites aux pétitions, etc... On apprendra même que, lors d'un voyage en U.R.S.S. en 1949, « il a témoigné pour le moins de la méfiance envers les organismes de sécurité de l'Etat socialiste ». Qu'en termes choisis et délicats il est question de l'attitude du Guépéou envers le dirigeant d'un parti communiste.

La direction du P.C.F., en présence d'une telle ligne, a eu un frisson ; mais c'est du trotskysme qui se niche là-dessous ! Marty fut probablement invité à s'expliquer sur ce point, car ce rapport pour lequel Mauvais aura certainement un jour à rendre des comptes à ceux même dont il est aujourd'hui le procureur nous apprend :

La conception du Parti de la part d'André Marty est telle que dans le dernier document adressé au B.P. il a

4 Le gros atout de la direction auprès des membres du P.C.F., c'est que Marty a très rarement défendu auprès d'elle ses positions, qu'il n'a jamais opposé ouvertement une autre ligne et qu'il a encouragé en privé ceux qui avaient des divergences. Un tel comportement ne se comprend qu'au moment où on a une compréhension déjà très poussée de la nature de la direction, des causes profondes de sa politique. Les effets de cet « argument » de la direction seront de plus en plus réduits au fur et à mesure que les militants communistes verront politiquement plus clair.

invoqué les trotskystes non en parlant de la « racaille trotskyste » ou du « groupe de policiers trotskystes », qui est notre langage habituel et naturel à l'encontre de ces individus, mais a parlé au contraire de l'internationale trotskyste et même d'un parti (trotskyste) dit d'opposition à notre Parti Communiste Français... Dès que nous avons pris connaissance de ce qu'écrivait Marty, nous avons pensé qu'il le faisait en vue d'une publication ultérieure et en songeant qu'il pourrait rassembler un jour dans la lutte contre le Parti cette bande forcenée et sans principes de saboteurs, d'agents de diversion et de division.

(Rapport de décembre.)

Ces lignes montrent avec tant d'éloquence la crainte de la direction qu'il n'est vraiment pas nécessaire de développer ce point.

Mais la crainte de la direction du P.C.F. est aussi portée dans ce rapport sur un autre aspect de la situation du parti :

La façon dont certains membres du Comité Central ont admis — et pour certains depuis de longues années — l'expression de désaccords politiques flagrants de la part d'André Marty et aussi de Charles Tillon... doit retenir aussi notre attention.

(d°)

Qu'est-ce que cela veut dire, sinon que ces membres du C.C., et avec eux combien de cadres du P.C.F., avaient une oreille réceptive à ces critiques qui leur étaient formulées non pas dans les assemblées et les rapports officiels, mais dans des conversations privées ? Ils n'étaient pas choqués, ces membres du Parti, quand on leur disait que la direction avait freiné les ouvriers en 1936, en 1944, qu'il n'aurait pas fallu participer au gouvernement bourgeois, etc. Ils n'en étaient pas choqués, et souvent même ils pensaient plus ou moins la même chose. Cela témoigne à quel point tel homme était perméable à ces idées trotskystes. Quel danger à l'avenir pour cette direction qui sait bien dans quel sens la situation se développe et ce qu'elle favorise⁵.

* * *

Que s'est-il passé dans les sections et cellules du P.C.F. depuis que cette affaire Marty-Tillon a été posée ? Dans la première quinzaine, après un communiqué du secrétariat où il était essentiellement question de « travail fractionnel », il y a eu un vote très unanime contre celui-ci. Plus tard, quand les divergences politiques apparurent au travers des documents du P.C.F., il n'y eut guère de discussion. Les longs documents de la direction ont abasourdi les membres, la stupéfaction était grande, mais jusqu'à ce jour il n'y a pas eu de forte réaction. Il est assez probable que l'exclusion passera avec regret, certainement, mais sans opposition ouverte. Pourquoi cela ?

Il n'est pas douteux que le courant que Marty a exprimé politiquement n'est pas négligeable. Mais divers facteurs agissent dans un sens favorable en ce moment à l'opération menée par la direction bureaucratique. Tout d'abord, cette opération a été engagée dans une période d'inactivité de la classe ouvrière dans laquelle pèse la menace de chômage ; les militants les plus combatifs qui avaient eu de grands espoirs en mai ont été déçus par les échecs. Les militants que l'on peut considérer comme les « gauches » du parti subissent cette situation temporaire. D'autre part, au début de l'affaire, Marty et Tillon se sont déclarés prêts à faire une « autocritique » : ils y ont résisté parce qu'on exigeait d'eux un suicide politique, mais ils n'ont pas lancé aux membres du parti un appel à une lutte. Ceux-ci attendaient que viennent des « autocritiques ». En outre, les divergences telles qu'elles étaient présentées dans des documents du B.P. portaient essentiellement sur le passé et non sur les problèmes actuels ; c'était une difficulté de plus pour les membres de ce parti

5 Se trouvant en face du refus de Marty et Tillon de passer des « aveux », la direction fut d'autant plus contrainte à obliger un membre du Comité central, compagnon de combat de Marty depuis 1925, à faire un *mea culpa* qui n'est pas loin de ces déclarations faites par des accusés de Prague. Écoutons Calas :

« A la réunion du C.C. des 3 et 4 septembre dernier j'ai voté avec tous tes membres du C.C. les sanctions... Cependant je ne suis pas intervenu au C.C. pour apporter les faits que je connaissais... Mieux j'ai attendu d'être convoqué par la Commission d'enquête pour les faire connaître... Mon vote au C.C. avait donc été, dans une certaine mesure, *formel* (souligné par nous). Je m'étais au fond prononcé davantage par discipline que par conviction... Après le C.C. je suis rentré chez moi troublé, désespéré... »

Ce qu'a pu être le traitement mental auquel Calas a été soumis pour en arriver à se traiter plus bas que terre, on peut l'imaginer quand on lit :

« Mes rapports avec André Marty m'ont-ils conduit à partager certaines de ses opinions et à utiliser certaines de ses méthodes ? Quand Léon Mauvais m'a demandé d'examiner cet aspect de la question au cours de mon audition par la commission d'enquête, j'ai répondu négativement... Cependant, il est possible que mes rapports fréquents avec André Marty m'aient conduit dans la pratique et sans que je m'en rende compte clairement à appliquer la politique du Parti que j'approuvais *sans suffisamment de conviction et de fermeté*. »

La direction a obligé Calas à faire une « autocritique » qui avait pour buts non seulement de constituer un suicide politique pour lui, mais aussi de terroriser les autres membres du C.C. qui, à l'égard de la politique fixée par le B.P., auraient eu tendance à voter de façon formelle, et à l'appliquer « sans suffisamment de conviction et de fermeté ».

où on est habitué à voir surtout le moment présent et ses tâches ; c'est aussi une difficulté pour les plus jeunes membres qui n'ont pas une connaissance personnelle de la situation en 1944-45. Enfin et surtout, il est évident que les membres du P.C.F. qui peuvent être considérés comme partageant les idées de Marty d'une façon générale, ne sont certainement jamais allés aussi loin que ceux-ci dans leurs conclusions et leurs généralisations. Des dirigeants d'un mouvement de masse sont poussés par les courants existant dans celui-ci, mais ce sont les dirigeants qui formulent politiquement ces courants. Nous avons cité plus haut ce que Mauvais attribue comme conclusion aux positions de Marty et Tillon sur 1936 et 1944-45. « Si cela était vrai la classe ouvrière serait en droit de se croire trahie par son parti. » Nous ne savons si Marty et Tillon dans leur for inférieur ont été aussi loin ; mais nous pouvons dire avec certitude que la plupart des membres du P.C.F. qui ne partagent pas le point de vue officiel pensent que leur parti s'est trompé en 1944-45, non qu'il a trahi. Aujourd'hui, informés des positions de Marty et Tillon qu'ils ignoraient, ces militants vont commencer par réfléchir et comprendre qu'il s'agissait de quelque chose de plus qu'une erreur ; mais il n'est guère probable qu'ils s'emballent pour une lutte politique et organisationnelle ouverte contre la direction.

Ces divers facteurs — sans parler du désir de rester dans le Parti à tout prix — ont donné à cette crise un aspect curieux. La direction a publié des pages et des pages, mobilisé tous les secrétaires fédéraux, tous les permanents, tandis que les deux rebelles n'avaient fourni d'explications qu'au niveau du Bureau Politique et qu'apparemment personne ne les soutenait dans le parti. Mais tout ce tir de la direction n'a pas été déclenché par celle-ci sans raison : c'est une affaire très profonde qui, on peut en être sûr, ressurgira de façon inattendue. C'est une affaire qui s'étendra du haut en bas du P.C.F.

Car une chose est dès maintenant visible : ce parti n'est plus « monolithique ». Il est évidemment ridicule d'imaginer que plusieurs centaines de milliers de gens pensaient identiquement à tout instant pendant de longues années ; mais ce n'est pas cela dont nous voulons parler. Il suffit maintenant de lire attentivement la presse stalinienne, les compte-rendus des Comités centraux, pour y déceler non des lignes opposées, mais des réactions différentes en face des événements, ainsi que des inquiétudes et des observations qui, indépendamment de la volonté de ceux qui les expriment, ne s'alignent pas exactement. Bien sûr, il y a toujours et il y aura encore l'unanimité au C.C., mais pour combien de membres de cet organisme qui transmet au parti la ligne fixée par le Bureau Politique le vote aura le plus en plus ce sens « formel », dont parlait Calas dans sa confession du 7 décembre ?

À la suite de ses soubresauts et autocritiques la direction a vu son autorité baisser notablement⁶. La situation lui rend sa tâche d'autant plus difficile qu'elle tourne le dos à ce qui pourrait profondément modifier les rapports de classe en France, c'est-à-dire à une politique de front unique à l'égard du parti socialiste. Dans le Nord, où les socialistes avaient conservé une certaine base ouvrière, il a suffi que la direction du P.S. raidisse son opposition parlementaire au gouvernement [Pinay](#) pour qu'elle en tire profit sur le terrain électoral auprès des couches ouvrières les plus arriérées. Dans une situation plus que jamais favorable à l'unité d'action ouvrière, la direction du P.C.F. dénonce l'opposition des socialistes comme une manœuvre proaméricaine, au lieu de mettre au pied du mur cette social-démocratie qui, pour sa part, travaille à amplifier la division ouvrière. Si les hommes qui dirigent le P.C.F. et la C.G.T. veulent effectivement mobiliser les masses, ils devront mettre un terme à ce sectarisme à l'égard de la social-démocratie, et des syndicats réformistes. Mais ils ne pourront le faire que dans un conflit avec la ligne actuelle dans laquelle le Kremlin exprime surtout sa crainte de tout mouvement de masse qu'il ne peut contrôler.

* * *

La crise Marty-Tillon a atteint son point culminant pour le moment et nul ne peut prévoir ses développements immédiats. Indépendamment de ceux-ci, il est une leçon extrêmement importante qu'elle a fournie une fois de plus avec une vigueur particulière. **Toute grande crise d'un Parti communiste pose la question du trotskysme, de la IV^e Internationale.** Pour les directions staliniennes. le trotskysme, c'est selon leur « langage habituel et naturel ». (Mauvais *dixit*) un groupe de policiers. Mais à chaque fois il faut reprendre cette affirmation, car à chaque fois on s'aperçoit que les militants n'y croient guère et considèrent les trotskystes comme un courant du mouvement ouvrier. Pourquoi faut-il à chaque fois de nouveaux « procès », de nouvelles campagnes dans des publications largement répandues contre des organisations numériquement faibles et disposant d'une presse à diffusion si limitée ? Pourquoi ces calomnies et pas de discussion politique ?

L'appareil stalinien doit constater un phénomène insupportable pour lui qui peut affronter sans crainte des adversaires beaucoup plus puissants. C'est qu'il ne s'agit ni de capitalistes ni de sociaux-démocrates, mais des propres membres des Partis communistes. Venus à ces partis pour travailler à la libération de leur classe et de toute l'humanité : ils peuvent pendant longtemps suivre toutes sortes de tactiques destinées à servir les intérêts de la bureaucratie soviétique sans le comprendre ; ils le font — pour reprendre des expressions de ce membre du C.C. qui a « avoué » — formellement, sans conviction ni fermeté. Mais, quand la pression de la classe ouvrière se fait plus forte, le naturel l'emporte chez eux, et ce naturel, qui perce tout le fatras stalinien, pour retourner au véritable léninisme, c'est aujourd'hui le trotskysme, qui vient exercer ses ravages jusque dans les sommets.

⁶ Seul [Thorez](#) n'est pas atteint à présent auprès des membres du P.C.F. Par cette baisse d'autorité politique. C'est pourquoi la direction insiste maintenant pour dire que Thorez participe à nouveau à son travail et promet son retour aussitôt que possible. Et si Thorez ne revient pas, c'est que la direction ne peut vraiment faire autrement.

Dans cette période de lutte finale entre la révolution et la contre-révolution à l'échelle mondiale, les Partis communistes connaîtront encore quelques « affaires Marty-Tillon » qui ne se termineront pas toujours par quelques exclusions.

20 décembre.